

QUEBEC HOME ECONOMICS
ASSOCIATION



ASSOCIATION DES CONSEILLERES
EN ECONOMIE FAMILIALE
DU QUEBEC

P.O. BOX 4056 WESTMOUNT, QUEBEC H3Z 2X3

Rapport présenté à La Commission d'Etude
sur la Formation des Adultes

par

L'Association des Conseillères en Economie
Familiale du Quebec

Décembre 1980

AFFILIATED WITH C.H.E.A.

CE RAPPORT A ETE PREPARE PAR UN COMITE
DE CONSEILLERES EN ECONOMIE FAMILIALE
PROFESSIONNELLES DANS LE BUT DE
PROMOUVOIR L'ACCES A L'EDUCATION EN
ECONOMIE FAMILIALE POUR TOUS LES ADULTES.

Table des Matières

1.	L'Association des Conseillères en Economie Familiale du Québec.....	1
	a. Origine	
	b. But	
	c. Affiliations	
2.	Economie Familiale.....	3
	a. Définition	
	b. Champs d'action	
	c. Qualifications professionnelles des Conseillères en Economie Familiale	
3.	L'Economie Familiale au Québec.....	5
	a. Etat général	
	b. Exemples	
	c. Programmes suggérés	
	1. Au niveau secondaire	
	a. Jeunes	
	b. Adultes	
	2. Education générale	
	3. Etudes collégiales	
	4. Formation et Réhabilitation orientées vers la profession	
	5. Etudes universitaires	
4.	Recommandations.....	15
5.	Sommaire.....	18

L'Association des Conseillères en Economie Familiale
du Québec

Origine

L'Association des Conseillères en Economie Familiale du Québec est une association professionnelle pour les économistes familiales. Elle a été créée en 1978 par la fusion de:

L'Association des Conseillères en Economie Familiale de Montréal qui, depuis 1959 a répondu aux besoins professionnels de toutes les économistes familiales, tant dans le secteur des affaires que dans celui de l'éducation, la diététique, les communications ou la recherche

et de

L'Association des Educateurs en Economie Familiale du Québec fondée en 1967 et servant à la fois de groupe spécialisé pour le développement professionnel de conseillères en économie familiale dans le secteur de l'éducation et de guide professionnel en matière d'éducation.

But

Regroupant aujourd'hui plus d'une centaine de membres, l'Association des Conseillères en Economie Familiale est fière de ses quarante années d'activités professionnelles et du regroupement de ses deux groupes d'origine ayant en commun plusieurs intérêts et activités. C'est à l'aide de séminaires, d'ateliers professionnels, de rencontres et de travaux de groupe que les économistes du Québec travaillent en vue d'améliorer les conditions de vie des individus dans leur environnement proche ainsi qu'au niveau national et international.

Affiliations

L'Association des Conseillères en Economie Familiale du Québec est affiliée à l'Association Canadienne des Conseillères en Economie Familiale et à la Fédération Internationale des Conseillères en Economie Familiale. Elle s'associe également à certains organismes tels le Conseil National des Femmes, l'Association des Standards Canadiens, l'Institut Canadien des Technologues en Science de l'Alimentation, l'Association des Consommateurs du Canada et le Conseil du Curriculum "Provincial Association of Protestant Teachers/Provincial Association of Catholic Teachers" du Québec. Ainsi, grâce à un programme dynamique de participation professionnelle faisant partie ou non de leur emploi les membres de l'Association des Conseillères en Economie Familiale du Québec oeuvrent à l'intérieur d'un champ d'expertise visant à améliorer la vie quotidienne des être au foyer.

Economie Familiale

Définition

L'Economie Familiale fait des études générales depuis que le premier groupe d'enseignants s'est établi en Nouvelle France dans les années 1600. L'Economie Familiale touche principalement les secteurs d'information, de croyances, de procédés et d'aptitudes qui affectent tous les individus dans un effort pour satisfaire à leurs besoins physiques et psychosocial quotidiens de base. En d'autres termes, l'Economie Familiale est l'étude des aspects de la vie que notre société situe sur le plan famille entretien ménager. Dans notre monde Nord Américain contemporain ceci inclu:

1. le développement d'habitudes alimentaires et de bonne santé
2. le pourvoir de vêtements et d'un abri
3. la socialisation des enfants
4. des modèles de consommation conservation des biens matériels
5. le développement et changement des relations interpersonnelles à travers le cycle de la vie
6. administration de l'économie personnelle et ménagère

Puisque de telles études s'inspirent des besoins fondamentaux de l'humanité, le contenu spécifique des cours d'Economie Familiale s'est évidemment étendu. Il a évolué avec les différentes formes de notre société et ses besoins changeants. Même si les pratiques nécessiteront une mise à jour constante et malgré certaines questions spécifiques qui prendront plus ou moins d'importance avec le temps, le but visé par l'Economie Familiale reste le même - l'amélioration de la qualité de vie des individus et des groupes

Champs d'action

Les conseillères en Economie Familiale jouent plusieurs rôles. Certaines travaillent comme nutritionnistes ou comme diététistes tant cliniques qu'administratives ou en consultation. D'autres sont dans le secteur de l'éducation au niveau secondaire, collégial ou universitaire. D'autres encore se retrouvent dans des champs

aussi variés que de la consultation lors d'une faillite, la planification de programmes pour la Société Centrale d'Hypothèque et de Logement, les tests de sécurité des produits, le vêtement et la décoration intérieure, l'éducation et la consultation au sein de la vie familiale, les notions bancaires, les programmes gouvernementaux d'aide aux consommateurs, la diffusion d'affaires publiques, le journalisme, les programmes pour le troisième âge, les handicapés, les démunis ainsi que les entreprises privées, les industries et la recherche.

Qualifications professionnelles des Conseillères en Economie Familiale

Les qualifications professionnelles des Conseillères en Economie Familiale incluent d'habitude un degré sous-universitaire (collégial ou équivalent) dans une ou plusieurs sphères de spécialité, et dans beaucoup de cas, un degré universitaire avec internat ou expérience dans les domaines tels que:

Aliments et Nutrition

Maison et Décoration

Tissus et Vêtements

Relations Personnelles et Familiales

Développement de l'Enfant

L'Economie et le Consommateur

Administration des Ressources Familiales

Programmes d'Economie Familiale au Québec

Etat Général

Lorsqu'on examine la situation actuelle au Canada, on remarque que le Québec subit un recul important par rapport aux autres provinces, en ce qui concerne la reconnaissance et l'emploi de conseillères en Economie Familiale dans le secteur public et celui de l'éducation générale. On ne semble pas très bien comprendre le rôle de cette profession sur le bien-être quotidien de la population. Parmi les raisons possibles de cette incompréhension on retrouve:

1. l'absence d'une Faculté d'Economie Familiale adéquatement financée dans toutes les universités du Québec. Ainsi jusqu'à récemment, les Québécois devaient aller ailleurs pour obtenir une formation, graduée ou sous-graduée, dans tout autre secteur que la diététique ou la nutrition (secteurs où d'excellents programmes sont en effet disponibles au Québec).
2. le manque d'expérience avec les traditions d'Economie Familiale Nord Américaines et le développement hors Québec des personnes appelées à prendre des décisions sur le plan éducationnel et social
3. l'absence de programmes adéquats d'Economie Familiale en France dont nos planificateurs pourraient se servir comme alternatives.
4. la fausse conception que l'Economie Familiale est composé seulement de programmes autrefois offerts par les Instituts Familiaux qui:
 - a. mettent l'accent sur d'excellentes aptitudes pratiques mais négligent la connaissance des concepts théoriques de base
 - b. délaissent le côté recherche afin d'attirer et d'aider à développer un solide leadership académique
 - c. présentent les Etudes Familiales de façon telle qu'on oublie plusieurs forces et tendances auxquelles les participants de la société d'aujourd'hui doivent faire face
 - d. présentent l'entretien ménager comme une vocation à caractère uniquement féminin plutôt qu'un aspect dynamique de la vie quotidienne de tout individu.

Exemples

Ainsi au Québec, les programmes d'Economie Familiale n'ont pas reçu récemment l'attention ou les ressources qui en feraient un service dynamique d'éducation publique générale. De plus nous devons admettre que:

- 50% des Québécois souffrent d'embonpoint. L'enquête Nutrition Canada a démontré que les Québécois ont des habitudes alimentaires plus mauvaises que les habitants des autres provinces.
- 70% des gens qui possèdent des cartes de crédit ne peuvent assumer leurs paiements mensuels directement et doivent donc payer de l'intérêt (maintenant supérieur à 21%) réduisant ainsi leur pouvoir d'achat.
- les faillites personnelles imputables à de mauvaises aptitudes et attitudes de gestion financière ont augmentées de façon dramatique au Québec au cours des cinq dernières années.
- plus de 11% de la population sont des parents célibataires.
- les 2/3 des parents célibataires vivent sous le seuil de pauvreté.
- seulement 50% des enfants aujourd'hui âgés de cinq ans devraient atteindre 18 ans dans un foyer avec les mêmes parents toujours mariés à l'un et l'autre.
- le coût médian du logement dépasse de beaucoup le niveau médian de revenus d'un foyer et cependant les gens acceptent encore d'acheter une maison unifamiliale dont les coûts d'entretien et de consommation d'énergie ne font qu'ajouter aux difficultés complexes qui existent à l'intérieur du foyer et dans la communauté environnante
- la plupart des foyers composés de deux adultes ou plus n'ont pas de ménagère à temps plein. Les enfants commencent donc leur indépendance en bas âge.
- le savoir économique de plusieurs jeunes gens et adultes est minimal. Une étude a en effet révélé que 47% ne savaient pas la différence entre l'assurance-chômage et sociale (bien-être social); 64% ne pouvaient expliquer pourquoi des frais de douanes devaient être chargés sur les importations.

Les informations ci-dessus ne reflètent qu'un échantillon des réalités de la vie quotidienne auxquelles doivent faire face les adultes au Québec.

La Commission peut justifier davantage ces problèmes grâce à des données de recherches qu'elle possède déjà ou peut se procurer au besoin. Pour remédier à ces problèmes cinq types de service d'Economie Familiale sont nécessaires. Pour chaque service on fournit l'aperçu suivant:

1. la situation telle qu'elle existe présentement
2. la rationnelle appuyant chacun des changements proposés
3. une courte description du service suggéré en vue d'améliorer les conditions actuelles et d'aider à prévenir la répétition des problèmes actuels

Une liste des actions recommandées a été mise en appendice avant le sommaire à la fin de ce mémoire.

Programmes Suggérés

AU NIVEAU SECONDAIRE - JEUNES

Durant les dix-sept dernières années, les programmes d'Economie Familiale offerts aux jeunes à l'intérieur du système scolaire Québécois ont radicalement diminués. Par exemple, en 1963, il existait un cours autorisé s'échelonnant sur quatre niveaux (soit de la 8^e à la 11^e année) pour les écoles secondaires, et un programme optionnel pour la 6^e et la 7^e année. Certaines écoles offraient même un cours d'introduction en 5^e année.

Certains changements vers la fin des années 60 ont élargi le contenu du cours secondaire y incluant alors une plus grande part d'Economie Familiale. Toutefois, le temps alloué n'a pas augmenté en proportion et, dans certains cas, a même été réduit. Le résultat fut un traitement très superficiel du sujet ridiculisant ainsi les directives de pourvoir aux besoins étudiants.

Grâce à la révision du Curriculum, en 1981, et l'implantation du Plan d'Action, on offrira maintenant un cours obligatoire d'introduction à l'Economie Familiale à tous les étudiants de secondaire 11. On se souviendra que dans le passé il s'agissait d'un cours optionnel, souvent réservé aux jeunes filles. Ce changement était dû depuis longtemps. Il représente pour l'Association des Conseillères en Economie Familiale du Québec, un grand pas en avant dans la planification du secteur de l'éducation. Cependant, certaines notions du cours ne sont encore qu'effleurées et le temps alloué a été raccourci une fois de plus.

Une des façons les plus efficaces pour obtenir des adultes compétents, ayant des aptitudes et attitudes quotidiennes leur permettant d'avoir une vie productive satisfaisante, est de s'assurer qu'étant jeunes ces adultes ont eu droit à l'éducation dont ils avaient besoin. La restriction, dispersion et diminution du contenu du cours d'économie familiale au Québec a affaibli considérablement le programme offert à nos jeunes par rapport à ceux offerts dans la plupart des autres régions de l'Amérique du Nord. De faibles jeunes gens se développent rarement en des adultes forts! Par conséquent, l'Association des Conseillères en Economie Familiale du Québec préconise le développement d'un cours d'Economie Familiale au niveau secondaire. Ce dernier devra posséder temps et facilités proportionnellement à la tâche à accomplir et aux besoins jusqu'ici insatisfaits.

AU NIVEAU SECONDAIRE - ADULTES

Le mode d'éducation de niveau secondaire s'adressant aux adultes et ses moyens d'accès devraient changer de façon appréciable grâce au travail intensif de la Commission Jean. En ce moment, pour les adultes poursuivant des cours d'appoint (habituellement en cours du soir) afin de compléter les pré-requis menant à l'obtention du Diplôme d'Etudes Secondaires, il n'y a aucun cours d'Economie Familiale disponible. De plus, même si un adulte est prêt à suivre ce cours de jour, on refuse de le lui créditer pour l'obtention de son diplôme. Pour sa part, l'Association recommande fortement que l'on offre deux niveaux de cours dans chacun des domaines suivants:

- Aliments et Nutrition
- Maison et Décoration
- Tissus et Vêtements
- Relations Personnelles et Familiales
- Développement de l'Enfant
- L'Economie et le Consommateur
- Administration des Ressources Familiales

Le second niveau de chacun de ces cours devrait correspondre à la fin des études de niveau secondaire. Ainsi, les adultes suivant des cours académiques d'appoint, sont souvent ceux qui ont le plus besoin et sont les plus motivés à améliorer leur façon de vivre, pourront suivre des études guidées et recevoir la reconnaissance académique appropriée à leurs efforts

EDUCATION GENERALE

Le secteur de l'éducation permanente s'est élargi de façon remarquable au Québec depuis les dix dernières années. En effet, les gens réalisent de plus en plus que l'acquisition de nouvelles connaissances se fait tout au long de la vie et non seulement dans sa phase préparatoire pour se terminer au début de la maturité. Ils suivent des cours d'intérêt général comme hobby, pour s'amuser, ou encore comme moyen de participation sociale centrée sur un besoin ou intérêt commun ainsi que pour améliorer leur emploi ou leur situation économique. Depuis quelques années, au Québec, les écoles secondaires ont été un des principaux centres d'organisation pour les cours basés sur les intérêts populaires de la communauté. Même si d'autres organismes-CLSC, groupes civiques ou religieux, clubs d'entraide, unions etc.- ont aussi participé à ce travail, les cours donnés dans les écoles locales ont tendance à être plus nombreux, à suivre un horaire plus rigide et être mieux planifiés. De plus, les professeurs jouissent d'une bonne réputation dans la communauté et les locaux sont conçus pour faciliter le travail de groupe. Bref, la qualité d'ensemble des cours est plus fiable, à long terme, que celle d'organismes informels qui eux manquent souvent de personnel spécialisé et/ou de facilités de travail.

L'expérience des membres de l'Association démontre que les cours ne donnant aucun crédit dans le domaine de l'Economie Familiale sont les plus populaires du secteur informel de l'éducation permanente. L'Association recommande:

1. que ces cours soient disponibles à grande échelle
2. que l'on dispose d'une grande flexibilité et d'autonomie locale lorsqu'on décide des sujets des cours, de leur durée et de leur cédule
3. que ces cours soient développés et présentés par des économistes familiales accréditées ayant une formation dans le développement de programmes et préférablement aussi, dans l'éducation aux adultes.

Même si les grandes idées des cours devraient être disponibles pour des sujets souvent demandés tels: "Étirer votre dollar - aliment", "Loi Familiale", "Couture et Mode", "Psychologie de l'enfant", "Cuisine pour une personne", l'adhérence stricte à ces idées ne devrait pas être obligatoire. Les structures et règlements devraient permettre et encourager le développement de cours additionnels pouvant répondre immédiatement aux problèmes ou besoins locaux. Par exemple, voici des programmes reliés aux intérêts de 1981: "Comprendre l'inflation", "Cuisine Végétarienne", "Conservation des aliments que vous cultivez", "Épargne d'Énergie", "Faire plus avec moins".

Comme nous l'indique le sommaire ci-dessus, ce rapport recommande que deux types de programmes d'Economie Familiale soient mis à la disposition des adultes dans les communautés locales par l'utilisation des facilités scolaires existantes et, dans une certaine mesure, de personnel qualifié. Le programme académique d'appoint répond à un besoin différent de celui des cours d'éducation populaire et les deux ne devraient, en aucun cas, être considérés ensemble. Même si une personne peut éventuellement prendre à la fois ces deux types de cours, la répartition du temps, les objectifs visés et les techniques d'enseignement utilisées seront très différentes dans les deux cas. Cette distinction doit être bien établie dans

l'esprit des gens responsables de l'administration des programmes, afin que les différences puissent être clairement communiquées aux populations cibles.

ETUDES COLLEGIALES

Au-delà des programmes d'éducation populaire et de niveau secondaire, il existe un autre niveau d'étude en Economie Familiale qui fait généralement défaut dans le système d'éducation au Québec. On retrouve certains programmes de carrières liées à l'Economie Familiale dans des secteurs tels le counselling pré-scolaire et pour cas-problèmes, la technologie alimentaire, la décoration intérieure et la mode. Cependant, les cours de base en développement humain, économie personnelle, théorie d'administration familiale et loi pour le consommateur, ne sont pas disponibles sauf sur une base fragmentaire comme parties d'autres programmes. Ainsi, l'étudiant de niveau CEGEP, qu'il soit à temps plein ou à temps partiel, n'a pas la chance d'être bien préparé pour des études universitaires en Economie Familiale, étant donné le manque de structures conceptuelles unifiées à l'intérieur d'un cadre organisé. Par conséquent, l'Association suggère que des programmes Anglais d'Economie Familiale de niveau Collégial soient disponibles aux étudiants démontrant intérêts et aptitudes dans ce domaine.

PROGRAMMES D'APPOINT DE FORMATION VOCATIONNELLE ET
DE REHABILITATION POUR ADULTES

C'est un fait acquis, qu'une poussée du côté de la réorganisation et de l'expansion vers l'accès à l'éducation vocationnelle et socio-culturelle des adultes, créera des programmes visant à augmenter les opportunités de travail de plusieurs travailleurs Québécois non spécialisés et sous-employés. Ce mémoire ne fera pas de recommandations touchant la formation vocationnelle et les possibilités d'emploi dans les spécialisations techniques reliées aux secteurs de l'Economie Familiale, parce que la commission a du recevoir directement l'opinion d'experts dans chacune de ces spécialités. Cependant, l'Association croit que certains des membres les plus désavantagés de la société Québécoise se trouvent parmi la clientèle de (re) formation vocationnelle et celle de réhabilitation. L'expérience avec les programmes organisés par les centres de Main-d'oeuvre démontre que, le manque d'aptitudes personnelles et sociales joint à une piètre opinion de soi causée par une éducation et une réalisation économique limitées, rendent la tâche de se renseigner sur une formation additionnelle presque impossible pour certains adultes. Malgré le stimulant d'une paye hebdomadaire, certains adultes n'ont pas assez de moyens constructifs pour faire face aux distractions et aux frustrations de la vie quotidienne. Ceci les empêche donc souvent de compléter leur cours avec succès. L'expérience avec ces adultes montre qu'ils répondent très bien lorsque le travail de groupe, avec une conseillère en Economie Familiale, fait partie intégrante du programme de formation. Les premières sessions sont consacrées à identifier les forces individuelles et celles du groupe afin que les personnes désavantagées réalisent qu'elles possèdent déjà un certain répertoire d'aptitudes dont elles peuvent être fières. Par la suite on explore la façon dont ces

cours modifient notre mode de vie quotidienne. Pendant cette période, les étudiants identifient et travaillent à modifier leurs habitudes et attitudes non-productives tout en acquérant de nouvelles aptitudes et des encouragements. Lorsque la formation est presque complétée, soit juste avant ou immédiatement après le début d'un nouvel emploi, l'économiste familiale devient un supporteur aidant les adultes à vivre avec leurs attentes économiques, réalités et attitudes changeantes. Lorsqu'un individu modifie son engagement dans le monde du travail, c'est son être tout entier qui est affecté. Les économistes familiales ont la formation professionnelle appropriée pour aider les gens à comprendre et gérer leur nouveau mode de vie de façon positive et constructive. De ce fait, l'Association des Conseillers en Economie Familiale du Québec préconise fortement que des économistes familiales fassent partie de la planification et de l'implantation des programmes de formation vocationnelle conçus pour les adultes socialement ou économiquement désavantagés. Parmi ces programmes il y a:

Vocations techniques pour adultes:

dessin de mode
service de restaurant
décoration intérieure

Education spéciale:

ateliers spécialisés
centres de réhabilitation
hôpitaux
maisons de convalescence
centres communautaires etc...

ETUDES UNIVERSITAIRES

Il existe au Québec, des études de niveau universitaire graduées ou sous-graduées dans des spécialisations de l'Economie Familiale. Cependant, la limite d'offre d'emplois professionnels et le manque de fonds pour des recherches originant du Québec nuisent à leur croissance.

RECOMMANDATIONS

L'Association des Conseillères en Economie Familiale du Québec recommande:

1. Que les écoles secondaires du Québec offrent un programme complet de cours d'Economie Familiale obligatoire, d'envergure et de qualité comparable à ceux offerts dans les autres provinces du Canada.
2. Que deux niveaux de cours d'Economie Familiale soient disponibles comme options aux adultes suivant des cours académiques d'appoint et que le deuxième niveau soit accrédité comme sujet de fin de niveau secondaire.
3. Que les crédits accordés aux cours de jour en Economie Familiale soient transférés aux adultes suivant les programmes de niveau secondaire en cours du soir.
4. Que les facilités des écoles secondaires telles que laboratoires de cuisine, centres de développement de l'enfant et salles d'essayage, soient mises à la disposition des cours d'intérêt général en Economie Familiale pour adultes.
5. Qu'un aperçu des cours d'intérêt général en Economie Familiale soit disponible aux enseignants, bien que l'on en permette une certaine liberté d'interprétation afin de satisfaire les besoins locaux.
6. Que des cours spéciaux soient conçus localement selon la demande, afin de satisfaire aux besoins éducationnels populaires et particuliers (ex: des cours spéciaux à l'intention des handicapés).
7. Que seul des conseillères en économie familiale qualifiées, soient embauchées pour enseigner les vocations techniques et les programmes spéciaux pour adultes.
8. Que les salaires des enseignants des cours d'intérêt général en Economie Familiale soient subventionnés au même titre que ceux des enseignants de cours académiques d'appoint.

9. Que le Ministère de l'Éducation du Québec commande le développement de Facilités d'enseignement pour les cours d'Économie Familiale et que ce matériel soit disponible en Anglais, Français et aux autres groupes ethniques.
10. Que les économistes familiales soient encouragées, grâce à des bourses du gouvernement du Québec, à poursuivre des études avancées dans la théorie et méthodologie de l'éducation aux adultes, ainsi que des études graduées dans le design et l'évaluation de curriculum en Économie Familiale.
11. Que des économistes familiales ayant une formation académique et de l'expérience dans la planification de curriculum soient engagées pour travailler, à temps plein, sur la planification, l'implantation de l'évaluation et la mise à jour continuelle des cours d'Économie Familiale, à l'intérieur de structures éducationnelles rigides.
12. Que des cours à crédits dans des sujets d'Économie Familiale soient préparés par des comités provinciaux appartenant au secteur de l'éducation en vue d'être télévisés à une clientèle adulte incapable de se rendre à des cours normaux. Ces cours pourraient être disponibles en Anglais, Français ainsi qu'aux autres groupes ethniques.
13. Que chaque CEGEP établisse un programme de base en Économie Familiale à l'intérieur duquel une série de cours, nouveaux ou existants déjà, tant en sciences qu'en sciences humaines formerait un profil pouvant constituer un dossier académique adéquat en vue de professions en Économie Familiale ou autre domaine social, tout en améliorant les aptitudes de gestion de personnel et les connaissances économiques de la population adulte.

14. Que des économistes familiales professionnelles avec expérience et, préférablement, formation graduée dans l'éducation aux adultes et/ou counselling, fassent partie de chaque équipe d'éducateurs impliquée dans la formation vocationnelle d'adultes socialement désavantagés.
15. Que le gouvernement du Québec procure des fonds pour supporter la recherche par des économistes familiales dans les universités du Québec. Les sujets touchés seraient du domaine de l'économie familiale ainsi que les problèmes qu'éprouvent les adultes face à leur mode de vie.
16. Que le gouvernement du Québec ait recours à l'expertise collective des membres de l'Association des Conseillères en Economie Familiale du Québec chaque fois qu'il s'engage dans des questions de curriculum, budget, facilités, planification ou recherche pour l'éducation en économie familiale.

Sommaire

La création de La Commission d'Etude sur la Formation des Adultes a suscité beaucoup d'intérêt et de discussions. Il est à espérer que l'implication du public et les réponses qui en ont résulté ont fourni non seulement des données à considérer par la Commission, mais aussi un fondement pour que le public accepte la responsabilité de faire reconnaître ses convictions, sentiments, expériences et opinions.

L'Association des Conseillères en Economie Familiale du Québec est fière d'avoir la chance d'exprimer son intérêt et ses suggestions afin de fournir une éducation aidant la survie quotidienne de tous les Québécois. Si l'on restreint ou néglige le coût social de cette éducation, il en résultera un fardeau qu'aucune société ne peut ou n'a besoin de subir.

QUEBEC HOME ECONOMICS
ASSOCIATION



ASSOCIATION DES CONSEILLERES
EN ECONOMIE FAMILIALE
DU QUEBEC

P.O. BOX 4066 WESTMOUNT, QUEBEC H3Z 2X3

le 29 décembre 1980.

Lyse Bainbridge,
Agent de liaison pour la
région de Montreal-Laval
Palais de Justice
1, rue Notre-Dame est 7e
Montréal, Quebec
H2Y 1B6

Mlle. Lyse Bainbridge

Il nous a fait plaisir de participer à la journée
régionale du 12 décembre 1980, tenue à Montréal au
Centre St. Paul.

En temps que secrétaire on m'a laissé ces deux
documents que j'ai négligé de soumettre avec mon compte
rendu écrit, de l'atelier 325 . Veuillez excuser le
retard.

Sincèrement

Ann - Sharon Sawyer

Ann-Sharon Sawyer

Vice-présidente

UNEMPLOYED YOUTH - ACCESS TO EDUCATION NEEDS

REPORT TO THE JEAN COMMISSION

DECEMBER 12, 1980

Lois Heitner on behalf of:
"WORKING OUT"
2365 Grand Trunk
Montreal, Quebec
H3K 1M8

Si vous voulez vous informer sur ce document,
vous pouvez nous adresser à;

"Working Out"

c/o Centre St. Columba

2365 Grand Trunk

Montreal, Quebec

H3K 1M8

Tel.: (514) 932-6202

Merci pour votre attention!



Lois Heitner (coordinatrice)



Sue Ruddick (coordinatrice)

"Working Out" is a programme geared for young adults (16 - 25 years old) who are unemployed. (Please see attached flyer.) Some have recently dropped out of school, some completed high school but cannot find work, others have some work experience but cannot find permanent positions. The young adults have expressed particular needs which are not at present being met, and which our programme is endeavoring to provide. Much of the difficulty they encounter pertains to the need for access to education, and the adaptation of existing services to the needs expressed.

Young persons provide a variety of reasons for leaving school or not continuing as full-time students - boredom with the school programme, concerns about its relevance, and a general desire to "get out and earn a living". Unfortunately they soon find they are inadequately prepared for entry to the working world. They lack the necessary skills and training to participate in an increasingly competitive and demanding labour market.

Between the years 1966 and 1975, unemployment of youth in Quebec has increased from 6.8% to 15.4%. In 1976, unemployment of youth was 2.5 times unemployment rates of all other categories. For those without high school leaving statistics are more discouraging. In 1976, while the overall unemployment rate was 4.3% for youths 14 - 24 years old it was 9.0% and for high school dropouts in that age group it was 13.2%.¹ Current rates are not immediately available, but it is not likely that there has been any

¹ Collins, Kevin. Youth and Employment: A Source Book
Canadian Council on Social Development, December 1976

substantial decrease in the differences. As unemployment is on the rise it is reasonable to assume that those categorized as youth will be seriously affected. The rate of dropouts has been increasing, thus putting more people with fewer skills into the ranks of the unemployed. (Statistics on unemployment do not include those who are receiving welfare, those who have never worked, those who are not eligible for UIC, etc.) When one considers that the level of education directly correlates to the rate of employment, this becomes a very serious situation.

Given their experiences in school few young adults express desire to reenter the secondary school system. The main attraction of "Working Out" seems to be the practical component. They are telling us, clearly, that what they both need and want is on-the-job training. Employers require experience, yet there seems to be no place to acquire the training which would provide some of this. Education that would be meaningful to the young adult must be linked to providing access to this type of training. If it were made available it would enable willing and capable citizens to become active participants in the life of the province.

Another area which must be considered is the issue of language training. It is evident that to work one must have at least a working knowledge of French as well as English. Acquisition of the second language does not readily take place and the youth have expressed dissatisfaction with the courses they have had. Again, they clearly indicate that the language is best learned when related to a real-life situation, in this case job training.

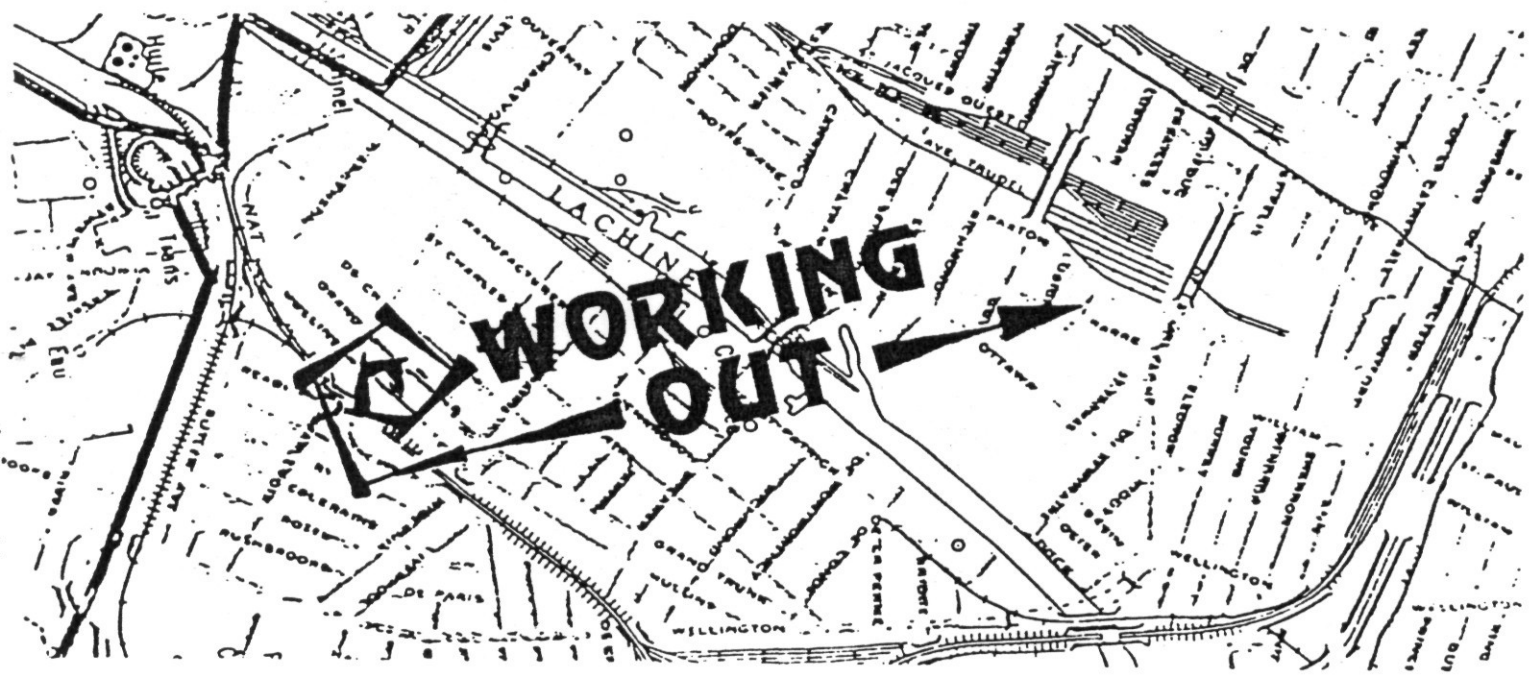
Information on existing adult education programmes is not readily accessible. Some communities have undertaken to provide this in publications, but there is

no centralized source which the average citizen is aware of. Requirements for qualification as an adult learner are not explicit and many young adults do not use the services they are entitled to as a result. Furthermore, the age restrictions and time required out of the academic milieu is a form of discrimination against the young person for whom the secondary school system was insufficient. Surely some alternative can be made available.

The young adult tends to be a hidden majority on issues concerning them. Integration into the adult world is not encouraged or facilitated and thus few would consider a Commission on assessment of the needs of the adult learner to be affecting them. By separating the "youth" adult education ignores a vital part of the adult community. Those who wish to enter the work force should not remain victimized by categories which prevent them from learning the skills they need to participate fully in an adult environment. The current inefficiency and insufficiency of services must be examined. The right to education, ie. meaningful learning, is theirs too!

Dear Sir

I am a boy of 15 years of age I am a drop-out of school and I have been looking for a job and I have not found any. I know my self and some of my friends who are also out of school and no jobs could benefit from your program



WIDE SPREAD SUPPORT

THE MONTREAL BOARD OF TRADE

IT IS MY PLEASURE TO CONFIRM THAT THE BOARD IS PREPARED TO LEND ITS SUPPORT TO THIS PROJECTE.LORNE TRACEY, EXECUTIVE VICE-PRESIDENT

P.S.B.G.M.

THE NEED FOR THIS TYPE OF PROGRAM ESPECIALLY FOR DROPOUTS IS VERY REAL INDEED I AM PLEASED TO INDORSE YOUR PROPOSAL

....JONN BRITTON,WORK, STUDY,PLACEMENT OFFICER

THE UNITED CHURCH OF CANADA

WE HASTEN TO COMMEND THE WORK YOU ARE DOING AND TO ASSURE YOU OF OUR SUPPORTTHE CHURCH IN SOCIETY COMMITTEE,MONTREAL PRESBYTERY

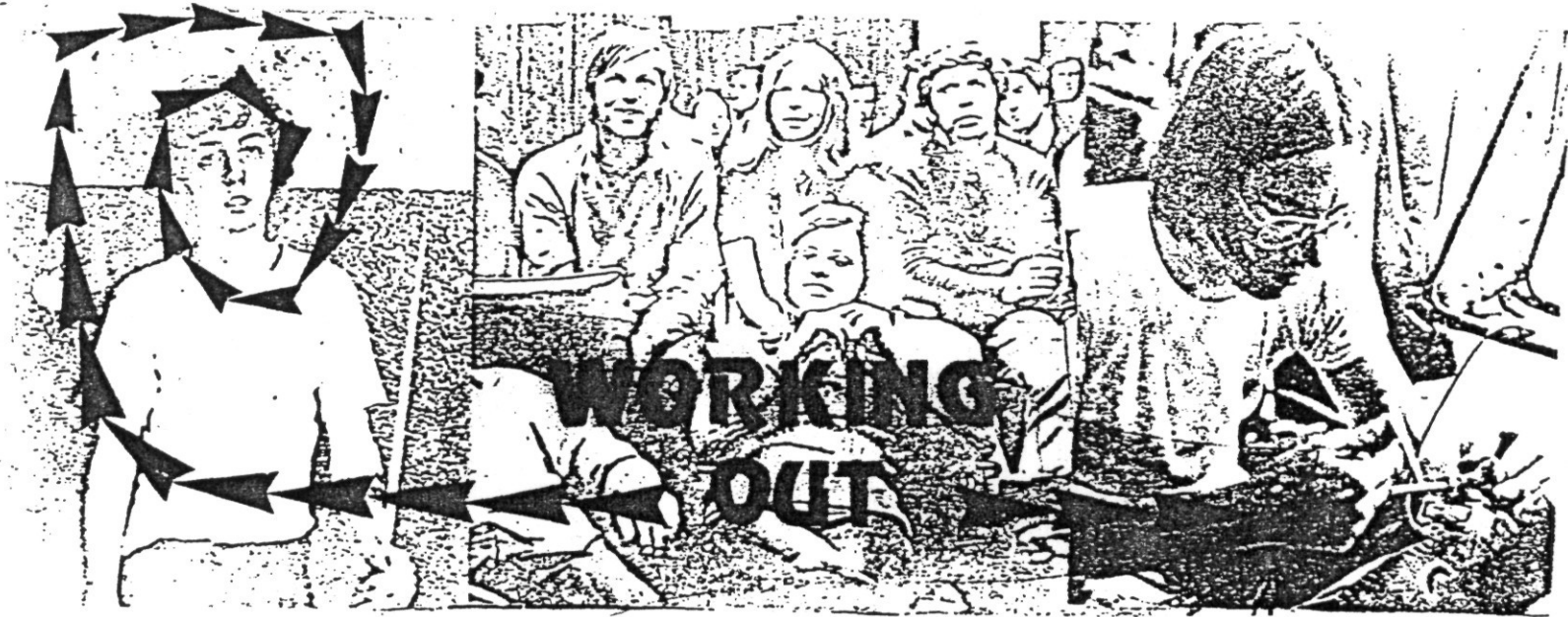
HOW BAD IS THE " PROBLEM "

-OF THE UNEMPLOYED 50% ARE YOUNG PEOPLE BETWEEN THE AGES OF 15-25.

AMONG THE YOUNG PEOPLE OF OUR AREA, 50% LEAVE SCHOOL BEFORE COMPLETING GRADE 10,

SOCIAL PROGRAMS ARE COSTING MANY THOUSANDS OF DOLLARS PER PERSON.

Working Out ~~BREAKS~~ the cycle of unemployment



IS A JOB TRAINING PROGRAM FOR UNEMPLOYED YOUTH OF POINT ST. CHARLES AND LITTLE BURGUNDY.



OFFERS YOUNG PEOPLE INDIVIDUAL JOB TRAINING, FRENCH LANGUAGE TRAINING AND LITERACY, CAREER PLANNING WITH ACTUAL PLACEMENT EXPERIENCE.



GETS YOUNG PEOPLE INTO THE MAINSTREAM OF THE WORKING WORLD.



NEEDS YOUR HELP.



2365 Grand Trunk
Montréal h3k 1m8

932 4623